

COMMUNIQUÉ

Ministre d'hier, d'aujourd'hui, de demain... même projet et même offensive contre la voie professionnelle

Les lycées professionnels forment à des métiers qui, pour beaucoup, sont en première ligne en cette période (hôtesse de caisse, aide et service à la personne, routier, ouvrier-e de production, agent-e administratif-ve...). La nécessité de repenser et renforcer, dès maintenant, les formations qui mènent à ces métiers est indispensable. Or, le ministre persiste à mettre en œuvre ses réformes « d'hier » sans prendre en compte la réalité présente et la crise économique à venir.

Pour preuve, le conseil supérieur de l'éducation (CSE), qui s'est tenu hier, a dû s'exprimer sur des projets conçus avant le confinement et non essentiels, qui fragiliseront toujours plus la voie professionnelle dès la rentrée 2020.

Le ministre décide de supprimer le brevet d'études professionnelles (BEP), alors que la crise sanitaire va déboucher sur une crise économique d'ampleur, le BEP sécurise pourtant le parcours scolaire et professionnel des jeunes et reste un rempart contre les sorties sans qualification. Cette suppression est une erreur majeure pour les jeunes les plus en difficulté socialement qui vont subir de plein fouet les effets de cette crise.

Le ministre décide de généraliser les *familles de métiers*, dispositif pourtant rejeté par les personnels car il déprofessionnalise les filières. La nécessité de conforter les savoirs professionnels est complètement ignorée. Le ministre décide d'alourdir les épreuves du bac pro quand en parallèle il fait perdre beaucoup d'heures d'enseignement aux élèves.

L'ensemble des décisions imposées hier en CSE sont hors sols et encore plus absurdes en cette période car elles ne répondent aucunement aux vraies questions ni aux enjeux à venir !

Valoriser les métiers considérés comme essentiels doit devenir une priorité. Cela consiste en une amélioration des conditions de travail, une revalorisation salariale mais aussi un renforcement de la formation initiale.

Pour le SNUEP-FSU, la crise sanitaire que nous traversons nécessite un grand plan d'investissement notamment en postes, donc en personnels, car les jeunes que nous scolarisons auront encore plus besoin d'heures de formation et d'accompagnement pour dépasser toutes les difficultés accumulées pendant ce confinement.

Le SNUEP-FSU demande des ouvertures de classes pour accueillir, dès septembre prochain, les jeunes qui seront nombreuses et nombreux à ne pas trouver de contrat d'apprentissage ou de professionnalisation du fait des difficultés économiques accrues des petites et moyennes entreprises.

Pour le SNUEP-FSU : il est essentiel de conforter les diplômés professionnels, de redonner du temps disciplinaire pour renforcer les savoirs généraux et professionnels et d'en finir avec des dispositifs et des réformes contraires à ces objectifs légitimes.

Le SNUEP-FSU combattra toutes les offensives du ministre contre la formation professionnelle initiale des jeunes.

Pour le SNUEP-FSU la voie professionnelle a besoin de projets ambitieux et d'un investissement d'ampleur pour répondre aux enjeux sociaux, économiques et écologiques de demain.